



CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY

DIRECTION DES ACHATS DU GHT HOPITAUX SUD LORRAINE













APPEL D'OFFRES OUVERT

**Fourniture de réactifs, consommables et produits chimiques
de laboratoires**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

CCAP AO_2025_028

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de fournitures</p> <p><u>Objet</u> : Fourniture de réactifs, consommables et produits chimiques de laboratoires</p>
	<p>Acheteur : CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY 29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 54000 - NANCY</p>
	<p>L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique. CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY, 29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 54000 NANCY</p>
	<p>L'accord-cadre est divisé en 53 lots.</p>
	<p>La durée de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>L'accord-cadre est révisable.</p>
	<p>Prestations similaires : Le présent document indique, pour chaque lot, la possibilité de recourir à des prestations similaires.</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

SOMMAIRE

PARTIE 1.	PRÉAMBULE.....	5
PARTIE 2.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	6
ARTICLE 1.	PRÉSENTATION DU GHT HOPITAUX SUD LORRAINE	6
ARTICLE 2.	PRÉSENTATION DU CONTRAT	7
2.1.	OBJET DU CONTRAT	7
2.2.	ÉTABLISSEMENT(S) BÉNÉFICIAIRE(S) DU CONTRAT	7
2.3.	DIVISION EN LOTS	7
2.4.	FORME DU CONTRAT	9
2.5.	DURÉE DU CONTRAT	13
ARTICLE 3.	NOMENCLATURES ASSOCIÉES A L'OBJET DU MARCHÉ PUBLIC.....	13
3.1.	NCHFS : NOMENCLATURE DES CATÉGORIES HOMOGÈNES DES FOURNITURES ET SERVICES.....	13
3.2.	CPV : CLASSIFICATION PRINCIPALE CONFORMES AU VOCABULAIRE COMMUN DES MARCHÉS EUROPÉENS	13
ARTICLE 4.	PROCÉDURE DE PASSATION.....	14
ARTICLE 5.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	14
ARTICLE 6.	PARTIES CONTRACTANTES.....	14
6.1.	REPRESENTANT DE L'ACHETEUR.....	14
6.2.	TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC.....	14
6.3.	SOUS-TRAITANCE	14
6.4.	GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES	15
PARTIE 3.	ENGAGEMENTS DES PARTIES	16
ARTICLE 7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	16
7.1.	MODIFICATIONS PORTANT SUR LA SITUATION JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DU TITULAIRE	16
7.2.	DOCUMENTS EN LANGUE FRANCAISE	16
7.3.	MONNAIE DE COMPTE	16
7.4.	CONFORMITÉ DES PRESTATIONS.....	16
7.5.	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ.....	17
7.6.	CONTINUITÉ D'EXÉCUTION	17
ARTICLE 8.	OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE.....	17
ARTICLE 9.	OBLIGATION DE COLLABORATION.....	17
ARTICLE 10.	RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES.....	18
ARTICLE 11.	TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL	18
11.1.	FINALITÉS.....	18
11.2.	CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES TRAITÉES	19
11.3.	DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES.....	19
11.4.	TRANSFERTS DE DONNÉES.....	19
11.5.	SÉCURISATION DES DONNÉES	19
11.6.	CONSERVATION DES DONNÉES.....	19
ARTICLE 12.	RÉACTOVIGILANCE - MATÉRIOVIGILANCE	19
ARTICLE 13.	MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION	20
13.1.	À L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR	20
13.2.	À L'INITIATIVE DU TITULAIRE.....	20
PARTIE 4.	PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	21
ARTICLE 14.	CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	21
14.1.	MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX.....	21
14.2.	DÉTERMINATION DES PRIX.....	21
14.3.	APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE	21
14.4.	PRÉSENTATION DE L'OFFRE DE PRIX.....	21
14.5.	VARIATION DES PRIX	22
14.6.	OFFRES PROMOTIONNELLES.....	23

14.7.	REMISE SUR CATALOGUE	23
14.8.	REMISE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES	23
ARTICLE 15.	MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	23
15.1.	FACTURATION ELECTRONIQUE – PRINCIPES GÉNÉRAUX.....	23
15.2.	MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	24
15.2.1.	PAIEMENT – PRINCIPES GÉNÉRAUX	24
15.2.2.	DEMANDES DE PAIEMENT	24
15.3.	CESSION DE CRÉANCE.....	25
15.4.	DÉLAI DE PAIEMENT	25
ARTICLE 16.	AVANCE.....	25
ARTICLE 17.	RETENUE DE GARANTIE.....	25
PARTIE 5.	MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	26
ARTICLE 18.	MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	26
ARTICLE 19.	PASSATION DES COMMANDES	26
19.1.	DURÉE DE VALIDITÉ DES PRODUITS A LA LIVRAISON	26
19.2.	REPRISE DES PRODUITS.....	26
ARTICLE 20.	EXÉCUTION DES PRESTATIONS	27
ARTICLE 21.	DÉVELOPPEMENT DURABLE	28
ARTICLE 22.	RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES	28
22.1.	RESPONSABILITÉ	28
22.2.	ASSURANCES	28
PARTIE 6.	VERIFICATION DES PRESTATIONS, GARANTIE	29
ARTICLE 23.	RÉCEPTION, VÉRIFICATION ET ADMISSION DES FOURNITURES OU EQUIPEMENTS .	29
23.1.	VÉRIFICATIONS QUANTITATIVES	29
23.2.	VÉRIFICATIONS QUALITATIVES.....	29
ARTICLE 24.	SUIVI ANNUEL DU MARCHÉ – CLAUSE DE RENDEZ-VOUS	29
ARTICLE 25.	GARANTIE	30
ARTICLE 26.	OBLIGATIONS DE RÉSULTAT ET GARANTIE POUR LES PRESTATIONS DE MAINTENANCE.....	30
PARTIE 7.	DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....	31
ARTICLE 27.	PÉNALITÉS ET PRIMES	31
ARTICLE 28.	CAS DE RÉSILIATION	31
ARTICLE 29.	EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	32
ARTICLE 30.	DIFFÉRENTS ET LITIGES	32
30.1.	MÉDIATEUR INTERNE	32
30.2.	TRIBUNAL COMPÉTENT	33
PARTIE 8.	DÉROGATIONS AU CCAG	34

PARTIE 1. PRÉAMBULE

Législation applicable

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

Les documents ainsi listés, non joints au dossier, sont réputés comme connus des fournisseurs.

Ils peuvent être retirés sur le site de la Direction des affaires Juridiques :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/commande-publique>

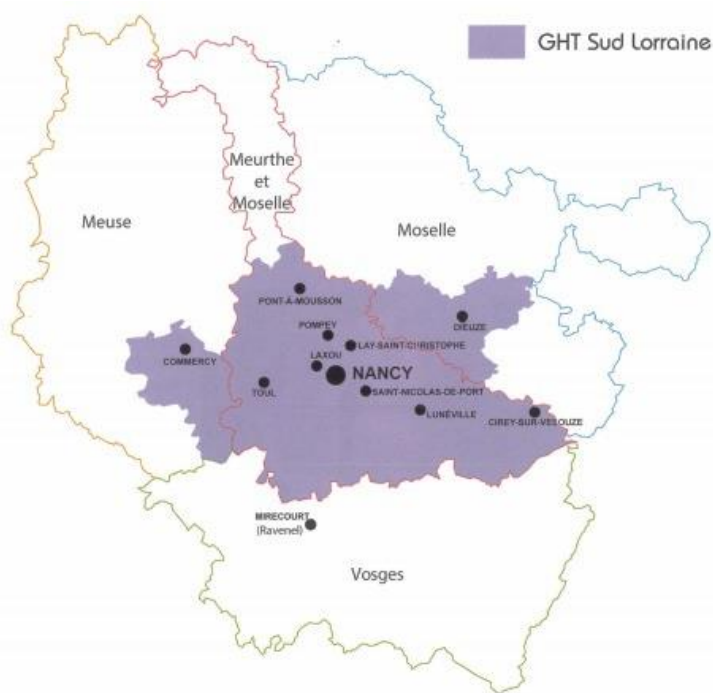
PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. PRÉSENTATION DU GHT HOPITAUX SUD LORRAINE

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) Hôpitaux Sud Lorraine (aussi dénommé GHT 7) a été créé, en application de la Loi 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé ayant pour objectif la mise en place d'un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé.

Les 11 établissements membres du GHT Hôpitaux Sud Lorraine sont :

- Le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy
- Le Centre Hospitalier de Commercy
- Le Centre Hospitalier de Dieuze
- Le Centre Hospitalier de Pompey
- Le Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson
- Le Centre Hospitalier de Toul
- Le Groupement Hospitalier de l'Est Meurthe-et-Moselle regroupant :
 - le CH de Lunéville
 - le CH de Saint-Nicolas-de-Port
 - le CH 3H Santé
- L'établissement public en santé mentale de Nancy à Laxou
- L'établissement public en santé mentale de Ravenel à Mirecourt



Le CHRU de Nancy, désigné établissement support, assure, depuis le 1er janvier 2018, la responsabilité de la fonction achat pour le compte des établissements parties du GHT.

Il devient à ce titre pouvoir adjudicateur unique pour l'ensemble des établissements parties au GHT.

Conformément à l'article R 6132-16 du Code de Santé Publique, la fonction achat comprend les missions suivantes :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat en exploitation et en investissement ;
- La planification et la passation des marchés publics conformément aux dispositions du code de la commande publique ;
- Le contrôle de gestion des achats.

Les établissements parties assurent, pour ce qui les concerne, l'exécution des marchés publics (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, application des pénalités, règlement des factures...).

ARTICLE 2. PRÉSENTATION DU CONTRAT

2.1. OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet la fourniture de réactifs, consommables et produits chimiques pour le fonctionnement des laboratoires du CHRU de Nancy.

Le marché public est divisé en 53 lots répartis dans les domaines suivants : - Réactifs de Biologie Moléculaire ; - Parasitologie ; - Bactériologie ; - Virologie ; - Réactifs d'extraction ; - Biochimie ; - Auto-immunité ; - Produits chimiques ; - Hématologie ; - Anatomo-cytopathologie

2.2. ÉTABLISSEMENT(S) BÉNÉFICIAIRE(S) DU CONTRAT

L'(les) établissement(s) bénéficiaire(s) du présent contrat est (sont) :

CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY, 29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 54000 NANCY

2.3. DIVISION EN LOTS

Le marché est alloté comme suit:

- **Lot n° 1: DOT Confirmation Immunologie**
- **Lot n° 2: DOT Confirmation Immunologie**
- **Lot n° 3: DOT Confirmation Immunologie**
- **Lot n° 4: Dosage des anticorps anti BP180 par Technique ELISA**
- **Lot n° 5: Dosage des anticorps anti desmogléine 1 par technique ELISA**
- **Lot n° 6: Dosage des anticorps anti desmogléine 3 par technique ELISA**
- **Lot n° 7: Dosage des anticorps anti BP230 par Technique ELISA**
- **Lot n° 8: T.A.B Kit + Allergènes (Test Activation Basophile)**
- **Lot n° 9: ELISA ou DOT / Anticorps anti-ganglioside IgG et IgM**
- **Lot n° 10: ELISA ou DOT / Anticorps anti-MAG IgG et IgM**
- **Lot n° 11: ELISA ou DOT / Dosage des anticorps anti P200**

- Lot n° 12: Test d'analyse des selles pour le diagnostic des infections à *Clostridium Difficile*
- Lot n° 13: Identification des espèces de mycobactéries au sein du complexe tuberculeux par PCR
- Lot n° 14: Détection par PCR des résistances Rifampicine et Isoniazide sur souche pour le complexe tuberculeux
- Lot n° 15: Détection multiplex par PCR de *Chlamydia pneumoniae*
- Lot n° 16: Détection de la résistance aux macrolides chez les mycobactéries non tuberculeuses
- Lot n° 17: Détection par PCR de *Kingella kingae*
- Lot n° 18: Détection des gènes codants la toxine de Panton Valentine chez *Staphylococcus aureus*
- Lot n° 19: Recherche par PCR de *Neisseria meningitidis* et génogroupage des 6 serogroupes A, B, C , W, X et Y)
- Lot n° 20: ELISA Anticorps anti *Chlamydia pneumoniae* / IgG Sérum
- Lot n° 21: BLOT Syphilis Test tréponémique
- Lot n° 22: Bilan Energetique Kits de Dosage Adaptés sur Analyseur INDIKO Réactifs, Calibrateurs et contrôles
- Lot n° 23: Recherche de pathologie Erythrocytaire
- Lot n° 24: Kit Réactif pour extraction rapide d'ADN à partir de sang/salive Adaptable sur QuickGene Mini8L
- Lot n° 25: Kit Réactifs pour le diagnostic de la myotonie de Steinert
- Lot n° 26: Kit Réactifs pour l'analyse du gène C9orf72 dans le cadre du diagnostic postnatal
- Lot n° 27: Kit Réactifs pour le diagnostic de la myotonie de Huntington
- Lot n° 28: Recherche de *Trichomonas vaginalis* par immunochromatographie
- Lot n° 29: Recherche de parasites dont *Entamoeba histolytica* et *Cryptosporidium* dans les selles par qPCR
- Lot n° 30: Détection et/ou identification des microsporidies par PCR
- Lot n° 31: Détection et identification des 5 espèces de *Plasmodium* par PCR
- Lot n° 32: Recherche de *Pneumocystis jirovecii* par qPCR
- Lot n° 33: Recherche de *Toxoplasma gondii* par qPCR
- Lot n° 34: Contrôle d'extraction PCR (ADN Humain)
- Lot n° 35: Recherche de *Candida auris* par qPCR
- Lot n° 36: Recherche d'*Acanthamoeba* par qPCR
- Lot n° 37: Recherche de champignons par PCR ITS
- Lot n° 38: Recherche des anticorps anti *Fasciola hepatica* (distomatose)
- Lot n° 39: Recherche des anticorps anti *Echinococcus multilocularis* EM2 par technique immuno enzymatique
- Lot n° 40: Pathologies parasitaires Recherche Ac par Technique ELISA automatisable sur analyseur Evolis BioRad

- Lot n° 41: Confirmation de la spécificité des Ac par Western Blot automatisable sur blotteur
- Lot n° 42: Confirmation de la spécificité des Ac pour toxoplasmose par Western Blot automatisable sur blotteur
- Lot n° 43: Recherche des Ag et Ac par technique ELISA automatisable sur analyseur Evolis BioRad
- Lot n° 44: Recherche des anticorps anti-Candida
- Lot n° 45: FLACONS SECURISES DE FORMOL Tamponné 4% pH 7
- Lot n° 46: FORMOL Tamponné 4% pH 7
- Lot n° 47: ETHANOL Automate Deshydratation et coloration - BioPathologie
- Lot n° 48: ETHANOL Qualité Biologie Moléculaire
- Lot n° 49: XYLENE
- Lot n° 50: Substituts du toluène et xylène
- Lot n° 51: Recherche directe d'Adenovirus, Rotavirus et Norovirus dans les selles
- Lot n° 52: Fourniture de Kits complets pour l'analyse de Metabolites
- Lot n° 53: Dispositif à usage unique pour la standardisation des inocula pour antibiogramme en diffusion incluant une solution pour suspension microbienne prête à l'emploi

2.4. FORME DU CONTRAT

Le contrat est établi en application des articles R. 2162-2, R. 2162-4, R. 2162-5, R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire

Lots	Montant minimum de commande sur la durée du marché	Montant maximum de commande sur la durée du marché
Lot n° 1	Sans	346.500,00 € HT
Lot n° 2	Sans	22.500,00 € HT
Lot n° 3	Sans	18.000,00 € HT
Lot n° 4	Sans	10.350,00 € HT
Lot n° 5	Sans	10.350,00 € HT
Lot n° 6	Sans	10.350,00 € HT

Lot n° 7	Sans	10.350,00 € HT
Lot n° 8	Sans	5.100,00 € HT
Lot n° 9	Sans	43.000,00 € HT
Lot n° 10	Sans	5.400,00 € HT
Lot n° 11	Sans	4.500,00 € HT
Lot n° 12	Sans	180.000,00 € HT
Lot n° 13	Sans	3.600,00 € HT
Lot n° 14	Sans	4.050,00 € HT
Lot n° 15	Sans	99.000,00 € HT
Lot n° 16	Sans	10.350,00 € HT
Lot n° 17	Sans	4.500,00 € HT
Lot n° 18	Sans	7.900,00 € HT
Lot n° 19	Sans	21.600,00 € HT
Lot n° 20	Sans	5.700,00 € HT
Lot n° 21	Sans	10.800,00 € HT
Lot n° 22	Sans	106.000,00 € HT

Lot n° 23	Sans	138.150,00 € HT
Lot n° 24	Sans	56.430,00 € HT
Lot n° 25	Sans	108.000,00 € HT
Lot n° 26	Sans	67.500,00 € HT
Lot n° 27	Sans	67.500,00 € HT
Lot n° 28	Sans	123.750,00 € HT
Lot n° 29	Sans	64.300,00 € HT
Lot n° 30	Sans	27.000,00 € HT
Lot n° 31	Sans	16.200,00 € HT
Lot n° 32	Sans	35.100,00 € HT
Lot n° 33	Sans	136.080,00 € HT
Lot n° 34	Sans	56.700,00 € HT
Lot n° 35	Sans	117.000,00 € HT
Lot n° 36	Sans	22.500,00 € HT
Lot n° 37	Sans	22.500,00 € HT
Lot n° 38	Sans	9.700,00 € HT

Lot n° 39	Sans	14.580,00 € HT
Lot n° 40	Sans	29.500,00 € HT
Lot n° 41	Sans	52.000,00 € HT
Lot n° 42	Sans	79.900,00 € HT
Lot n° 43	Sans	325.100,00 € HT
Lot n° 44	Sans	3.600,00 € HT
Lot n° 45	Sans	417.600,00 € HT
Lot n° 46	Sans	122.500,00 € HT
Lot n° 47	Sans	119.500,00 € HT
Lot n° 48	Sans	7.800,00 € HT
Lot n° 49	Sans	32.500,00 € HT
Lot n° 50	Sans	25.700,00 € HT
Lot n° 51	Sans	45.000,00 € HT
Lot n° 52	Sans	1.395.000,00 € HT
Lot n° 53	Sans	90.000,00 € HT

Les montants maximums de l'accord-cadre correspondent à un maximum de dépenses. Il est à noter que le titulaire du marché ne pourra élever aucune réclamation s'ils ne sont pas atteints.

Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de garantir dès le départ un minimum de dépenses aux opérateurs retenus et peut ainsi effectuer des achats à caractère répétitif dans la limite des montants ci-dessus indiqués.

Les quantités estimatives indiquées dans le DQE servent de base à l'analyse des offres. Elles ne sont donc pas contractuelles.

2.5. DURÉE DU CONTRAT

Pour l'ensemble des lots

Durée :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

Il est exécutoire à compter du 01/07/2025, ou de la date de sa notification si celle-ci intervient ultérieurement.

Délai de livraison :

Les délais de livraison, impérativement indiqués en annexe 'DT_RepTech_Reactifs', sont contractuels. Ils ne devront pas dépasser 15 jours à compter de la date d'expédition du bon de commande.

Reconduction :

L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend 3 reconductions. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 60 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

ARTICLE 3. NOMENCLATURES ASSOCIÉES A L'OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

3.1. NCHFS : NOMENCLATURE DES CATÉGORIES HOMOGÈNES DES FOURNITURES ET SERVICES

18.622	Anticorps
18.601	Réactifs de Bacteriologie
18.602	Réactifs de Virologie
18.561	Réactifs de Biochimie
18.551	Consommables pour Cultures Cellulaires et Biologie Moléculaire
18.603	Réactifs de Parasitologie
18.56	Réactifs d'AnatomoPathologie
18.573	Réactifs d'Hematologie Cytologie

3.2. CPV : CLASSIFICATION PRINCIPALE CONFORMES AU VOCABULAIRE COMMUN DES MARCHÉS EUROPÉENS

Le code CPV principal de l'accord-cadre est le suivant : 33696500-0 - Réactifs de laboratoire

ARTICLE 4. PROCÉDURE DE PASSATION

Conformément aux articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique, le marché est passé par appel d'offres ouvert.

ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (*)
- Le cadre de Réponse technique - DT_RepTech_Réactifs
- La documentation technique des références proposées
- L'annexe au BPU concernant le CPR par panel pour le lot 52
- Le contrat de MAD de l'automate (dans le cadre du lot 1)

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

L'original des autres documents est conservé dans les archives du Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy.

Les mentions qui pourraient apparaître sur des documents présents dans l'offre du candidat (devis, offre commerciales, CGV ...) et qui seraient contradictoires avec les documents du DCE seront considérées comme nulles.

ARTICLE 6. PARTIES CONTRACTANTES

6.1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

Le représentant légal de la personne publique " Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy "est le représentant du pouvoir adjudicateur. Il s'agit de Monsieur le Directeur Général du CHRU de Nancy, qui est par conséquent habilité à effectuer les actes dévolus au pouvoir adjudicateur par application du code de la commande publique. Il peut déléguer sa compétence.

6.2. TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC

Le titulaire du marché public est le fournisseur ou prestataire de service qui conclut le marché avec la personne publique.

Le domicile du titulaire du marché public est indiqué à l'acte d'engagement. En l'absence d'indication, il est réputé faire élection de domicile en la Mairie de Nancy.

6.3. SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance n'est pas admise pour l'exécution de cet accord-cadre.

6.4. GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

En cas de groupement d'entreprises, la composition du groupement et son mandataire auront été impérativement présentés lors de la remise de l'offre et ne pourront être modifiés après la signature du marché, sauf dans les cas prévus à l'article R. 2142-26 du code de la commande publique.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

ARTICLE 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire a l'obligation de répondre à toute demande effectuée par bons de commande d'un bénéficiaire.

7.1. MODIFICATIONS PORTANT SUR LA SITUATION JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier au bénéficiaire dans les plus brefs délais les modifications le concernant, survenant au cours de l'exécution du présent accord-cadre et qui se rapportent notamment :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À la raison sociale du titulaire ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur le déroulement du marché.

7.2. DOCUMENTS EN LANGUE FRANCAISE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou mode d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

7.3. MONNAIE DE COMPTE

La monnaie de compte du présent accord-cadre est l'Euro.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

7.4. CONFORMITÉ DES PRESTATIONS

Les indications portées sur les bons de commande s'imposent au titulaire. Toute prestation non conforme au bon de commande et aux cahiers des clauses particulières sera systématiquement refusée, sauf accord préalable du représentant de l'établissement ayant autorité. La livraison devra respecter les conditions de stockages inhérents aux produits (sécurité, chaleur, humidité...)

Les fournitures et prestations seront conformes aux spécifications techniques décrites dans l'offre du titulaire. Celui-ci s'engage à ce que l'ensemble de ses prestations soient de qualité similaire pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

En cas de non-conformité qualitative, la responsabilité du fournisseur sera alors engagée. Il sera mis en demeure, par tous moyens appropriés :

- de remplacer à ses frais la fourniture non conforme dans les délais les plus brefs ;
- de supporter les éventuels frais de réparations, mise à disposition d'un matériel de remplacement – voire remplacement du matériel, consécutifs à un dommage ou à la non-conformité du produit

occasionnerait une détérioration directement imputable dans les conditions de fonctionnement normal de l'appareil.

Les pénalités de non-conformité seront appliquées, telles que prévues au présent CCAP.

7.5. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

7.6. CONTINUITÉ D'EXÉCUTION

Le titulaire est tenu d'assurer une continuité de service pour l'exécution des prestations prévues par le marché, dans les conditions fixées par le CCTP. Il en répond par la mise en œuvre de moyens humains et matériels et d'une organisation adéquats.

En cas de refus par le titulaire d'exécuter un bon de commande émis dans les conditions et dans le délai de prévenance prévues par le marché, et sauf cas de force majeure, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de confier à un tiers la charge de la prestation aux frais et risques du titulaire.

Les sommes dues à ce titre, telles que prévues au présent CCAP, seront recouvrées par le pouvoir adjudicateur par tous les moyens de droit, sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

Sont considérés comme cas de force majeure, les événements extérieurs non prévisibles, mettant l'opérateur dans l'impossibilité de remplir ses engagements (ex : catastrophe naturelle, émeutes, ...). Le fait de grève du personnel du titulaire ne pourra être considéré comme cas de force majeure.

Au cas où la prestation devrait être modifiée pour l'un de ces cas, les deux parties se concerteraient pour convenir des mesures à prendre. Les mesures nécessaires ne pourraient être prises qu'après agrément écrit.

ARTICLE 8. OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à émettre des bons de commande selon les modalités figurant dans l'accord-cadre. Le bénéficiaire ne peut apporter de modifications substantielles aux caractéristiques de l'Offre fixée dans l'accord-cadre, lors de leur émission.

Le bénéficiaire s'engage à désigner les interlocuteurs privilégiés du titulaire dès la notification de l'accord-cadre.

Une fois l'accord-cadre mis à disposition, le bénéficiaire garantit l'exclusivité au titulaire.

ARTICLE 9. OBLIGATION DE COLLABORATION

Le bénéficiaire et le titulaire s'engagent mutuellement à s'alerter dans les meilleurs délais en cas de difficulté constatée afin que soit mise en place une solution adaptée.

À la demande du bénéficiaire ou du titulaire des réunions dans les locaux du pouvoir adjudicateur sont organisées, traitant notamment de la mise en place de la solution, de l'avancement et suivi des prestations ou des difficultés rencontrées au cours de l'exécution du présent contrat.

ARTICLE 10. RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES

Le GHT Hôpitaux Sud Lorraine est signataire depuis octobre 2021 de la charte « Relations fournisseurs et Achats Responsables » (« charte RFAR ») organisée par la Médiation des Entreprises et le Conseil National des Achats (CNA). En poursuivant cette dynamique, le CHRU de Nancy, établissement support du GHT, a été labélisé RFAR en novembre 2022.

Aussi, il souhaite mettre en œuvre autant que possible les exigences de la norme ISO 20400 Achats Responsables dans ses achats.

Afin d'encourager et harmoniser ces bonnes pratiques, le GHT Hôpitaux Sud Lorraine invite le titulaire du marché public, à prendre connaissance des principes et exigences de la charte RFAR et du parcours RFAR promu par la Médiation des Entreprises et le CNA.

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Nancy de toute démarche entreprise par lui ou par ses sous-traitants en la matière, notamment en cas de signature de la charte RFAR, d'attribution du label RFAR, ou de mesures prises pour intégrer les recommandations d'autres normes ou labels, tels que la norme ISO 20400 « Achats Responsables – ligne directrice », dans ses processus internes.

La Médiation des Entreprises – en association avec le CNA - pourra accompagner le titulaire et/ou ses sous-traitants dans cette démarche. Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/label-relations-fournisseurs-et-achats-responsables>

ARTICLE 11. TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

L'(les) établissement(s) bénéficiaire(s) du marché, tel(s) qu'identifié(s) dans le présent CCAP, s'engage(nt) à se conformer aux réglementations applicables en matière de protection des données, et, en particulier le Règlement (UE) 2016/79 du parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données – RGPD), et modifiant la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (dite Loi Informatique et Libertés - LIL), conformément aux termes et conditions suivantes.

Le titulaire du marché est considéré comme responsable de traitement indépendant, pour le traitement des données à caractère personnel du (des) établissement(s) bénéficiaire(s) dans le cadre de la gestion des relations contractuelles et commerciales. Ainsi, le titulaire veillera à son obligation d'information des personnes concernées de l'établissement par courriel.

11.1. FINALITÉS

Les finalités du traitement de données à caractère personnel objet de ce contrat sont :

- Exécuter les missions et le marché, en ce qui concerne les traitements destinés à réaliser les opérations relatives au suivi de la relation contractuelle (contrat, services, factures, comptabilité) entre l'établissement bénéficiaire et le titulaire du marché.
- Respecter les obligations légales applicables à l'établissement bénéficiaire et au titulaire, en ce concerne le traitement à des fins de facturation et de comptabilité ou la gestion des demandes d'exercice des droits des personnes concernées

Base légale du traitement des données : exécution d'un contrat, intérêt légitime et obligations légales.

L'établissement bénéficiaire s'engage à ne pas utiliser ces données à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été collectées.

11.2. CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES TRAITÉES

L'établissement bénéficiaire traite, dans le cadre de la gestion des contrats, des informations nominatives telles que : les noms, prénoms et coordonnées professionnelles de ses correspondants, ou encore une liste nominative de travailleurs étrangers soumis à l'autorisation de travail.

11.3. DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES

Les personnes concernées pourront exercer leurs droits octroyés par le RGPD et la LIL : accès, rectification, suppression, etc. de leurs données recueillies dans le cadre de ce contrat, auprès du délégué à la protection des données (DPO) de l'établissement support du GHT Hôpitaux Sud Lorraine via l'adresse électronique suivante : dpo@chru-nancy.fr

Si elles estiment, après l'avoir contacté, que leurs droits ne sont pas respectés, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés - CNIL (autorité française de contrôle des données à caractère personnel) pourra recueillir leur réclamation (plainte), sur son site internet : <https://www.cnil.fr/fr/webform/adresser-une-plainte>.

11.4. TRANSFERTS DE DONNÉES

L'établissement bénéficiaire est susceptible de communiquer, de façon ponctuelle, des données à caractère personnel du titulaire en lien avec les finalités décrites dans le présent contrat. Ainsi, il peut mettre ces données à disposition de :

- Sociétés tierces fournisseurs des services : Conseillers juridiques, auditeurs, etc.
- Comité d'éthiques et autorités gouvernementales,
- Autres tiers sur ordonnance d'un tribunal, ou requis par un processus juridique ou légal.

En cas de recours à des prestataires de service ayant accès à des données à caractère personnel, l'établissement bénéficiaire exige de ces prestataires de service :

- qu'ils prennent toutes les mesures adéquates pour préserver la confidentialité et garantir la sécurité de ces données,
- qu'ils les traitent conformément au présent contrat, sans les utiliser à d'autres fins.

11.5. SÉCURISATION DES DONNÉES

L'établissement bénéficiaire prendra les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données à caractère personnel du titulaire du marché, conformément à la législation applicable en matière de sécurité et de confidentialité des données.

11.6. CONSERVATION DES DONNÉES

A la fin du marché, si la prestation n'est pas reconduite, l'établissement bénéficiaire s'engage à archiver les données et à les conserver conformément aux réglementations en vigueur, et au maximum 10 ans.

ARTICLE 12. RÉACTOVIGILANCE - MATÉRIOVIGILANCE

Les consommables proposés devront être marqués CE

Sont à la charge du titulaire, toute modification du matériel pour des motifs de sécurité ou de réactovigilance et dont l'origine est imputable à un défaut de conception, à un vice caché ou à une non-conformité du matériel à des textes réglementaires en vigueur à la date de commande, intervenant après la date de commande et pendant une durée de 5 ans.

Le titulaire s'engage à communiquer au correspondant réactovigilance de l'établissement bénéficiaire du marché pendant toute la durée de celui-ci, toute information concernant le produit, susceptible de mettre en cause la sécurité du patient.

Dans le cadre de la démarche d'accréditation ISO 15189, le CHRU de Nancy demande à ses partenaires fournisseurs de veiller à transmettre :

- les coordonnées de leur correspondant réactovigilance en France (Tel, Mail)
- les informations relevant de la réactovigilance aux utilisateurs du laboratoire ACP d'une part et au Correspondant de réactovigilance de l'établissement soit :

Dr C. André-Botté

HOPITAL DE BRABOIS ADULTES - 54511 VANDOEUVRE LES NANCY

Fax 03.83.15.38.82 - Tél : 03.83.15.49.61 - Mail : reactovigilance@chru-nancy.fr

et

Dr Agnès LEROUX

DEPARTEMENT DE BIOPATHOLOGIE CHRU-ICL - BATIMENT DE BIOLOGIE ET BIOPATHOLOGIE

RUE DU MORVAN - 54511 VANDŒUVRE LES NANCY CEDEX

a.leroux@nancy.unicancer.fr

ARTICLE 13. MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION

13.1. À L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Tous les produits proposés devront être conformes aux réglementations en vigueur, notamment à celles concernant la sécurité des personnels. Ils devront pouvoir s'adapter facilement, sans coût supplémentaire, à toute modification des règlements à venir.

Les conditions d'exécution de l'accord-cadre pourront ainsi être modifiées par voie d'avenant pour acter l'évolution de la réglementation en vigueur ou des données de matériovigilance.

13.2. À L'INITIATIVE DU TITULAIRE

Toute opération de substitution doit impérativement recueillir l'accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur afin d'éviter une remise en cause du marché :

- Evolution technologique des prestations pendant la durée d'exécution du marché : Le titulaire pourra proposer de substituer totalement ou partiellement une nouvelle prestation à l'ancienne, et ce, aux mêmes conditions tarifaires que celles retenues dans le cadre du marché initial.

- Arrêt de fabrication ou de commercialisation de produits pendant la durée d'exécution du marché et commercialisation de produits de remplacement, même de technologie plus avancée : Le titulaire pourra proposer de fournir ces nouveaux produits, aux prix définis dans le cadre du marché initial. En cas de désaccord, l'établissement se réserve le droit de résilier le marché, sans que cette résiliation n'ouvre droit à indemnité pour le titulaire.

- Problème temporaire d'approvisionnement pendant la durée du marché : Le titulaire pourra proposer un produit de remplacement, sous réserve que le prix du produit de substitution palliant la rupture ne soit supérieur au prix fixé dans le cadre du marché initial. Cette disposition s'applique sans préjudice de la possibilité pour l'établissement de résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à être indemnisé.

ARTICLE 14. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

14.1. MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires mentionnés dans l'offre.

14.2. DÉTERMINATION DES PRIX

Les prix de référence de l'accord-cadre sont les prix unitaires HT fixés dans le bordereau de prix annexé.

Ils sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'exécution du marché, telle que décrite aux CCAP et CCTP : frais afférents notamment au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison.

Lot 1: Tous les coûts liés à la Mise A Disposition de l'équipement avec les services associés (cf art. dispositions relatives à la MAD) sont inclus dans le/les prix des réactifs et/ou consommables.

Le titulaire aura précisé les conditions de rétrocession au CHRU de Nancy de l'automate mis à disposition à l'issue de chaque période du marché (valeur résiduelle). Le CHRU de Nancy se réserve, en effet, le droit d'acquérir l'automate à la valeur résiduelle ainsi fixée, à l'issue de chaque période d'exécution ou au terme du marché.

Dans le cadre de son offre, le candidat prendra à sa charge les coûts liés à la validation et vérification des méthodes (réactifs, consommables, temps d'ingénieur d'application, frais de déplacement...). La validation / vérification consistera à vérifier les performances techniques des méthodes (répétabilité, limite de quantification, limite de détection, linéarité, contamination, stabilité, corrélation), en application du texte du COFRAC.

14.3. APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution de la prestation, sauf disposition réglementaire contraire.

14.4. PRÉSENTATION DE L'OFFRE DE PRIX

Le candidat établira son offre de prix en précisant :

- la référence de l'article ;
- le prix unitaire HT public ;
- le taux de remise consenti ;
- le prix unitaire HT remisé ;
- le taux de TVA applicable ;
- le montant total HT
- le montant total TTC.

Aucun changement dans la référence, l'étiquetage et le conditionnement d'un article ne sera permis sans l'accord écrit préalable de la Direction des Achats du GHT Sud Lorraine.

Lot 52 : Le candidat complètera également le bordereau de prix spécifique 'DF_BPUanx_CPR par panel_Lot52' qui indiquera, pour information, le Coût Patient Rendu proposé.

14.5. VARIATION DES PRIX

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante : Les prix seront révisés annuellement à la date de début de chaque période de reconduction.

Le prix révisé est calculé par l'application au prix du marché d'un coefficient de révision CR résultant de la variation des index définis ci-dessous.

Prix révisé = Prix initial du marché * CR

$CR = 1 * c1/C1$

où

c1 = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 20.59 – Autres produits chimiques n.c.a. - Dernier indice publié par l'INSEE au moment de la demande de révision des prix

C1 = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 20.59 – Autres produits chimiques n.c.a. en vigueur à la date de notification du marché ou lors de la révision précédente

Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764152

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764152>

Les prix seront révisables à la hausse ou à la baisse, à l'initiative du titulaire ou du pouvoir adjudicateur.

La demande du titulaire sera accompagnée d'un fichier Excel présentant les informations suivantes :

- Numéro de lot, Références et libellés des produits sur lesquels porte la demande de révision des prix
- Quantités commandées ou livrées sur les 6 mois précédant la demande pour chaque référence
- Prix unitaire HT à date de la demande (Po)
- Nouveau prix unitaire HT obtenu avec la formule de révision indiquée ci-dessus
- Pourcentage d'augmentation ou de baisse à 2 décimales en résultant

Elle sera transmise, au plus tard 2 mois avant la date de début de la période de reconduction,

- soit à l'adresse postale suivante (lettre recommandée avec AR) :

CHRU de Nancy - HOPITAL CENTRAL

Direction des Achats - Secteur des Marchés Publics

29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny

CO 60034

54035 NANCY

- soit à l'adresse mail (recommandé électronique) : marches.publics@chru-nancy.fr

Détermination des prix de règlement :

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG fournitures courantes et services, la valeur initiale du ou des indices ou index à prendre en compte ne correspond pas à celle de la date de remise de l'offre par le titulaire.

En cas d'arrêt d'un indice de révision des prix, celui-ci est substitué de plein droit par le nouvel indice prévu par l'INSEE pour remplacer l'indice arrêté, ou à défaut, l'indice le plus proche de l'objet du marché, dans le respect des dispositions du Code monétaire et financier.

Si un coefficient de raccordement est prévu pour la transition entre l'indice arrêté et le nouvel indice, il se verra appliqué de plein droit dans le présent marché.

14.6. OFFRES PROMOTIONNELLES

Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire peut, à son initiative, octroyer temporairement de nouvelles remises supplémentaires, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. En particulier, il peut faire bénéficier l'établissement des prix et des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle.

Il en informe préalablement, par courrier électronique à l'adresse suivantes : marches.publics@chru-nancy.fr, la(les) personne(s) référente(s) désignée(s) par le CHRU de Nancy. Il donne toutes précisions utiles, telles que la durée de validité de la promotion et la désignation précise des articles / prestations concernés.

Les prix ou offres promotionnels sont appliqués aux commandes envoyées par les établissements durant la période de promotion, dans la mesure où ils conduisent à un montant de la commande inférieur à celui qui résulterait de l'application du tarif en cours dans le cadre du marché public.

A l'expiration de la période de promotion, les prix de l'accord-cadre, tels que fixés dans le dernier bordereau des prix unitaires validé, sont à nouveau applicables de plein droit.

14.7. REMISE SUR CATALOGUE

À titre exceptionnel, les bénéficiaires pourront commander un produit non référencé au marché figurant dans le catalogue du titulaire, à condition que le produit commandé présente un lien direct avec l'objet du marché.

En pareille hypothèse, le titulaire s'engage à appliquer au bénéficiaire les remises catalogue qu'il aura renseignées dans son offre.

Le pourcentage de remise, sur lequel le titulaire s'engage dans son offre, peut être revu uniquement à la hausse à chaque date anniversaire du présent marché.

14.8. REMISE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES

Le fournisseur peut proposer un (ou plusieurs) taux de remise sur chiffres d'affaires à appliquer à la fin de chaque période d'exécution du marché public.

Le pourcentage de réduction s'appliquera sur l'ensemble des commandes réalisées au cours de cette période.

À la fin de chaque année d'exécution, le titulaire émettra au profit des établissements un avoir du montant total de la remise pour la période considérée.

ARTICLE 15. MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

15.1. FACTURATION ELECTRONIQUE – PRINCIPES GÉNÉRAUX

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

15.2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

15.2.1. PAIEMENT – PRINCIPES GÉNÉRAUX

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues au CCAG. Il sera opéré par mandat administratif au compte courant du titulaire renseigné sur l'acte d'engagement. Le comptable assignataire chargé des paiements de l'établissement est le trésorier de l'établissement bénéficiaire précisé sur l'acte d'engagement..

15.2.2. DEMANDES DE PAIEMENT

Remise de la demande de paiement :

Les prestations seront facturées après l'admission des prestations, par application des prix unitaires HT fixés aux quantités réellement commandées / réalisées.

Facturation électronique :

Les factures dématérialisées doivent comporter les informations suivantes :

- le numéro SIRET qui identifie le CHRU de Nancy en tant que destinataire de la facture : 200 042 166 00013
- le code service : EM2
- le numéro d'engagement = numéro de commande Année/EM2/N° engagement

15.3. CESSIION DE CRÉANCE

Si le titulaire a recours à une société d'affacturage, les règlements ne pourraient s'effectuer qu'après la signature du certificat de cession de créance (NOTI6) par le CHRU de Nancy en autant d'exemplaire original que de comptable assignataire.

Le titulaire transmet les certificats de cession à la société d'affacturage qui les remettra à chacun des comptables des établissements bénéficiaires accompagnés d'un RIB.

15.4. DÉLAI DE PAIEMENT

L'article R. 2192-11 du code de la commande publique fixe le délai de paiement à 50 jours pour les établissements publics de santé.

Ce délai global de paiement court :

- à compter de la date de réception de la facture ou du dernier élément permettant le paiement par l'établissement ou
- à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Ces dates sont constatées par les services de l'établissement. A défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au créancier d'apporter la preuve de cette date.

Une suspension du délai de paiement pourra être prononcée jusqu'à l'établissement d'une facture conforme ou la production des pièces nécessaires manquantes, notamment dans les cas suivants :

- Erreur sur les prestations et/ou montants facturés,
- Modification de la raison sociale,
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire.

Par application de l'article L. 2192-13 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement :

- d'intérêts moratoires : Conformément aux dispositions de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros, par application de l'article D. 2192-35 du code de la commande publique.

ARTICLE 16. AVANCE

Aucune avance n'est accordée pour cet accord-cadre.

ARTICLE 17. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

ARTICLE 18. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Forme des notifications et informations :

La notification des demandes, décisions et informations qui font courir un délai est faite par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer la date de réception.

Cette notification peut être faite :

- soit par le biais du profil d'acheteur :
- soit via messagerie électronique des parties :
 - à l'adresse mail du pouvoir adjudicateur : marches.publics@chru-nancy.fr
 - à l'adresse mail du titulaire, telle que mentionnée à l'acte d'engagement ;

En cas de groupement, la notification est faite au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a été ainsi adressé, certifiée par l'accusé de réception délivrée par l'application informatique, ou, à défaut de consultation, dans un délai de 8 jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Bons de commande :

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

ARTICLE 19. PASSATION DES COMMANDES

19.1. DURÉE DE VALIDITÉ DES PRODUITS A LA LIVRAISON

La durée de validité des produits livrés doit être égale ou supérieure aux 3/4 de la validité totale pour les produits à péremption inférieure à un an et d'au moins un an pour les autres.

19.2. REPRISE DES PRODUITS

En cas de retour pour défaut de conformité du produit, à son étiquetage, à son adressage, à un évènement lié à la matériovigilance, à un retrait de lot ou tout autre évènement lié exclusivement aux produits, l'ensemble des frais de retour des produits concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes sont à la charge exclusive du titulaire du marché.

Les frais afférents à une reprise de stock à la demande d'un établissement sont à la charge de celui-ci.

Si la reprise de stock pour défaut de conformité du produit nécessite la livraison d'un nouveau stock, cette opération est à la charge totale du titulaire.

Si les produits sont destinés à la destruction, le titulaire du marché organisera cette destruction directement sur un site homologué local et en assurera les frais de destruction et de transport.

ARTICLE 20. EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Stockage, emballage, transport et gestion des déchets :

Le titulaire est responsable du mode de transport de ses produits dans les conditions prévues aux articles 20 et 21 du CCAG-FCS.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire. De plus, conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage sont effectués sous la responsabilité du titulaire.

En cas de problème dans les circuits de distribution normaux (grève des transporteurs ...), le titulaire prendra en charge tous les frais afférents à la bonne conservation et au bon acheminement des produits dans les meilleurs délais.

Livraison :

Les produits doivent être livrés conformément aux indications portées sur le bon de commande. Le lieu, la date de livraison et les heures devront être rigoureusement respectés.

Les livraisons effectuées en dehors des heures d'ouverture précisées sur les bons de commande seront considérées comme non réceptionnées et, par conséquent, non payées.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée à la personne publique. Un deuxième envoi sera effectué par le titulaire sans attendre la fin des opérations de vérification et de recherche.

Le titulaire est réputé connaître les règles de fonctionnement de l'établissement et accepte toute contrainte de nature à affecter les opérations de livraison.

Il doit prévoir le personnel et le matériel indispensable en vue d'assurer la livraison dans des conditions satisfaisantes. Il est responsable des accidents matériels et corporels susceptibles de survenir à l'occasion de la livraison.

Il doit prendre toutes les dispositions en matière de conditionnement pour que les fournitures soient correctement protégées des avaries, lors du transport et de l'expédition des produits, dans le strict respect de la réglementation en vigueur.

Il devra également mettre en œuvre tous les moyens adaptés qu'il jugera nécessaire pour une livraison en toute sécurité pour ses agents et les personnes environnantes sur le site de livraison (hayon, diable ou chariot adapté au transport de bouteilles...).

Le bordereau de livraison placé sur un colis ou sur le film de la palette, doit impérativement être visible et d'accès aisé.

Il est souhaité que figure sur le bordereau de livraison les éléments suivants :

- l'identification du titulaire,
- la date,
- le numéro de commande,
- les références et les dénominations des articles livrés,
- les quantités demandées,
- les quantités livrées,
- le(s) numéro(s) des lots de fabrication,

- les dates de péremption,

Si le bordereau de livraison ne comporte pas ces éléments, le fournisseur s'exposera à voir la réception refusée ou ajournée.

Conditions de livraison sur palette (le cas échéant) :

- Les livraisons sur palette devront être effectuées sur palettes européennes consignées agréées SNCF 0.8m x 1.20m, qui ne pourront excéder une hauteur chargée de 1m25 sauf cas argumentés.
- Ces palettes seront filmées et stables. Elles ne devront pas être gerbées l'une sur l'autre. Étant consignées, elles seront échangées au moment de la livraison.
- Les cartons devront être empilables.
- La livraison de produits représentant un volume important devra se faire au moyen d'un camion dont la hauteur ne devra pas dépasser 3m70 et muni d'un hayon élévateur. Ce hayon sera mobile et apte à descendre les marchandises jusqu'au niveau du sol.

ARTICLE 21. DÉVELOPPEMENT DURABLE

Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

ARTICLE 22. RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

22.1. RESPONSABILITÉ

La société assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, elle est seule responsable de tous les dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement

- à son personnel ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant à l'établissement bénéficiaire ou à des tiers.

22.2. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 23. RÉCEPTION, VÉRIFICATION ET ADMISSION DES FOURNITURES OU EQUIPEMENTS

23.1. VÉRIFICATIONS QUANTITATIVES

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé par l'acheteur.

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison comportant :

- La date d'expédition,
- La référence au marché,
- L'identification du Titulaire,
- L'identification des fournitures livrées.

La livraison des fournitures est constatée par la signature d'un double du bon de livraison ou du procès-verbal de réalisation des prestations.

Si la quantité fournie est inférieure à la quantité commandée, le titulaire s'engage à compléter cette quantité dans un délai n'excédant pas 48h (ou dans un délai convenu avec l'établissement).

Si la quantité fournie est supérieure à la quantité commandée, le titulaire s'engage à reprendre l'excédent sans contrepartie.

23.2. VÉRIFICATIONS QUALITATIVES

Plusieurs types de contrôles qualitatifs ayant pour objet de contrôler la conformité des fournitures avec les spécifications du marché, (conformité de la référence livrée à la référence commandée, date de péremption, état des cartons, boîtes, état des palettes et de la palettisation, respect des normes européennes en vigueur pour la dimension des palettes) seront effectués à la livraison des produits. Pour le contrôle de conformité à la commande, le bon de livraison est obligatoire. Le réceptionnaire pourra, le cas échéant, émettre des réserves quant à l'état d'acheminement des produits.

Les opérations de vérification qualitatives ont pour objet de permettre à l'établissement de contrôler notamment que le titulaire a livré les matériels et équipements en parfait état de fonctionnement et conformes aux prescriptions du cahier des charges.

Ces vérifications feront l'objet d'un procès-verbal de réception co-signé par le représentant de l'établissement et par le représentant du titulaire.

ARTICLE 24. SUIVI ANNUEL DU MARCHÉ – CLAUSE DE RENDEZ-VOUS

Le titulaire s'engage à fournir au CHRU de Nancy, un mois au plus tard avant la date de début de chaque période de reconduction du marché, un bilan annuel des références et quantités livrées (à tous les établissements bénéficiaires le cas échéant).

Le CHRU de Nancy est également fondé à demander au titulaire la communication de toute information, notamment statistique, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution du marché, pour l'ensemble des établissements bénéficiaires le cas échéant. Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation.

Un rendez-vous pourra alors être organisé entre le titulaire et l'acheteur pour évaluer les pratiques, le bilan annuel des références et quantités livrées et examiner les possibilités d'évolution des conditions d'exécution de l'accord-cadre, s'agissant entre autres, des dispositions relatives aux prix.

ARTICLE 25. GARANTIE

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter du jour de l'admission pendant le délai d'utilisation indiqué dans les emballages d'origine.

ARTICLE 26. OBLIGATIONS DE RÉSULTAT ET GARANTIE POUR LES PRESTATIONS DE MAINTENANCE

Le titulaire a une obligation de résultats pour la remise en service de l'équipement. Dans le cas d'une défaillance, un dédommagement est accordé à l'établissement selon les modalités fixées au présent CCAP. Toute prestation de maintenance bénéficie d'une garantie minimum de six mois, pièces, main d'œuvre et déplacement inclus.

PARTIE 7. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION

ARTICLE 27. PÉNALITÉS ET PRIMES

PENALITES DE RETARD DE LIVRAISON

En cas de retard sur les délais de livraison, tels que contractualisés dans l'accord-cadre, par le fait du titulaire, celui-ci est passible d'une pénalité par jour calendaire de retard, par application de la formule suivante :

$$P = 50 + (V \times R / 250)$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités

V = valeur HT des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = nombre de jours de retard

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation entre la date de livraison prévue et la date de livraison réelle.

Dérogations relatives aux pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, elles sont dues dès le premier euro.

Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

ARTICLE 28. CAS DE RÉSILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Le marché public pourra être résilié dans les conditions prévues par les articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Dans le cas notamment où l'établissement se verrait dans l'obligation de notifier deux avertissements constatant la carence, la non-exécution ou la médiocrité des prestations, le marché (ou le lot concerné) sera résilié unilatéralement aux torts du titulaire, après mise en demeure préalable, en application de l'article 40 du CCAG-FCS, sans que le fournisseur puisse prétendre à une indemnité.

Durant l'exécution des formalités de recherche d'un autre prestataire, en cas de résiliation du marché (ou du lot concerné), l'établissement pourra s'approvisionner chez un autre fournisseur, aux frais et risques du titulaire, en application de l'article 45 du CCAG-FCS.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Résiliation pour faute du titulaire :

Dans le cas notamment où l'établissement se verrait dans l'obligation de notifier deux avertissements constatant la carence, la non-exécution ou la médiocrité des prestations, le marché sera résilié

unilatéralement aux torts du titulaire, après mise en demeure préalable, en application de l'article 41 du CCAG-FCS, sans que le fournisseur puisse prétendre à une indemnité.

Durant l'exécution des formalités de recherche d'un autre prestataire, en cas de résiliation du marché, l'établissement pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations, aux frais et risques du titulaire, en application de l'article 45 du CCAG-FCS.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

ARTICLE 29. EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Dans l'attente de la nouvelle livraison, l'établissement a toujours le droit, afin d'assurer la marche normale du service, de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur.

Après information écrite, le titulaire est tenu de régler l'excédent éventuel de dépense imputé, sur présentation de la facture correspondante et sans mise en demeure préalable, le cas échéant, sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'établissement.

ARTICLE 30. DIFFÉRENTS ET LITIGES

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tous les différends relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché.

30.1. MÉDIATEUR INTERNE

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relativement à sa validité, son exécution ou son interprétation.

Afin de faciliter cet objectif de rapprochement des points de vue, en cas de différend entre le titulaire et le bénéficiaire du marché, le titulaire peut, après avoir mis en œuvre les dispositions prévues au CCAG, recourir au médiateur interne du GHT Hôpitaux Sud Lorraine en complément des modes de règlement amiable des différends prévus au CCAG.

Le médiateur interne du GHT Hôpitaux Sud Lorraine, mis en place dans le souci d'instaurer des relations durables et équilibrées avec les fournisseurs, peut être saisi à l'adresse suivante : mediateur@chru-nancy.fr.

Le demandeur indique, dans sa saisine, le numéro du marché ainsi que, le cas échéant, le lot, concerné par le différend. Il décrit l'objet du différend et les démarches entreprises jusque-là par les parties pour s'efforcer de le régler à l'amiable. Il peut joindre toutes pièces utiles au soutien de la demande.

La durée de la procédure de médiation est fixée à deux mois à compter de la réception de la saisine sauf si les parties en décident autrement d'un commun accord. Le médiateur peut à tout moment considérer que la médiation a échoué, et en tout état de cause, si le délai fixé est dépassé. Il en avisera les parties.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation sont confidentiels, sauf quand leur divulgation est nécessaire pour la mise en œuvre de l'accord trouvé par les parties.

30.2. TRIBUNAL COMPÉTENT

La juridiction compétente en cas de litige, après tentative amiable entre les parties, est le Tribunal Administratif de Nancy, 5 place Carrière, CO 20038, 54036 NANCY Cedex.

PARTIE 8. DÉROGATIONS AU CCAG

Dérogations applicables à l'ensemble des lots:

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 10.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 30.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 33 du CCAG Fournitures Courantes et Services.